

CHARTE
des **VALEURS INTANGIBLES**
de la **FRANCE**





LES GRANDS PRINCIPES FONDATEURS

I. LA PERSONNE HUMAINE

La personne humaine est un sujet de droit inaliénable, quel que soit son statut et ses capacités d'actions. L'embryon humain, dès la conception, est pourvu d'un statut juridique qui le rend inaliénable et le soustrait par principe à toute expérimentation ainsi qu'à tout acte marchand.

La dignité de la personne humaine est une valeur fondamentale, intangible et inaliénable ; elle doit être respectée par tous, dans toutes les situations.

II. LA LOI NATURELLE

La norme supérieure est la « loi naturelle », tant du point de vue physique et biologique que du point de vue des organisations humaines. La morale est partie intégrante de la « loi naturelle ».

- Aucune norme de droit positif ne peut être fondée sur une fiction juridique;
- L'anonymat de tout acte de nature politique, juridique, économique ou financier, entrepris sur le territoire national, constitue un crime contre la Sûreté de l'État (pris en tant que représentant de la Nation). Entrepris à l'étranger, un tel acte est réputé nul et criminel sur le territoire national (en particulier aucun acte de propriété de nature indirecte ne peut être reconnu juridiquement sur le territoire national).

III. LA VÉRITÉ

La recherche de la vérité guide l'ordre économique, social et politique ; elle est la source du droit et la finalité de la justice.

IV. LE CONSENTEMENT INDIVIDUEL

Le consentement individuel doit toujours et en tout lieu rester libre et éclairé ; il ne peut être valablement acquis par « erreur, dol ou violence ». La sanction est la nullité du consentement frauduleusement acquis ; l'auteur du trouble du consentement est financièrement et moralement responsable, il doit réparer le dommage résultant du trouble du consentement de sa victime.

V. DÉTERMINATION DE LA SOCIÉTÉ

- **Elle est fondée sur la famille parents-enfants, en tant que première Société naturelle**, laquelle est dotée d'un statut juridique inaliénable. La famille est constituée par un père, une mère et leurs enfants ; le cas échéant, les familles



LES GRANDS PRINCIPES FONDATEURS

monoparentales disposent du même statut juridique.

Toute autre définition de la famille en tant que telle ne saurait avoir aucun effet juridique.

La société est organisée en activités sociales, formalisées par des « **collectifs d'intérêts** », regroupés en trois grandes catégories : « **commercial** », « **non commercial** » et « **spirituel** ». Ces groupements sont organisés de façon autonome sur le double principe du **mandat impératif** et de la **subsidiarité**. Chaque groupement s'auto-organise (gestion professionnelle et gestion de ses membres) au niveau communal et régional. La participation active à un groupement d'intérêt est ouverte de droit à partir de 16 ans. La participation aux votes dans les vote aux élections politiques nationales et locales (Chef d'Etat, gouvernement, président des conseils régionaux et maires) n'est ouvert qu'à partir de 21 ans révolus. n'est ouverte qu'à partir de 21 ans. **Chaque activité humaine est représentée par un « groupement d'intérêt »**. Élever ses enfants en restant au foyer est une activité sociale par essence – car elle participe à la construction de l'avenir de la Nation ; cette activité est politiquement représentée dans la catégorie « non commerciale » et reçoit en conséquence la rémunération afférente.

- L'existence des groupements d'intérêts est la garantie politique du fait que l'État est fondé sur des intérêts variés, divergents, voir antagonistes. **Cette friction permanente des intérêts politiques garantit à elle seule l'existence de contre-pouvoirs, fondements des notions de « liberté » et de « démocratie »**.
- **Le Gouvernement est issu des trois grandes catégories de groupements d'intérêts.** Chaque grande catégorie de groupement propose une personne par fonction régaliennne ainsi qu'un Chef de gouvernement (avec CV et détail complet du parcours de chacun d'eux). Ces personnalités seront ensuite élues par les français au suffrage universel direct (majorité des votes) ; la population choisira donc les membres du gouvernement parmi les personnalités proposées par les trois grands groupements d'intérêts. Chaque ministre ainsi élu, nommera les membres de son propre ministère en fonction de leurs compétences avérées. Le chef d'Etat désignera les cinq secrétaires d'Etat placés sous sa responsabilité.
- **La liberté de prescription et de soins du médecin fait partie des « valeurs fondamentales de la Nation »** ; nul ne saurait y déroger. Les soins sont réalisés en accord entre le médecin prescripteur et le patient, après que celui-ci a été dûment informé des risques éventuels liés au traitement. Le patient reste toujours libre de refuser un traitement médical quelles que soient, par ailleurs, les conditions externes. Les principes issus du Serment d'Hippocrate et ceux énoncés dans la charte de Nüremberg sont d'ordre public et inaliénables, ils font partie intégrante des valeurs fondamentales de la France énoncées dans cette Charte.
- Tout internement psychiatrique est subordonné à la décision d'un comité médical composé de cinq personnes sans conflit d'intérêt par rapport au sujet interné. Le recours contre un internement d'office (très attentatoires aux libertés) est d'ordre public ; le défaut d'indépendance des membres dudit comité médical est pénalement sanctionné en tant que « crime avec préméditation » (circonstance aggravante).



LES GRANDS PRINCIPES FONDATEURS

VI. LA SOCIÉTÉ POLITIQUE

La Société politique est publique, aucune allégeance secrète ne peut sous-tendre une quelconque participation à la vie publique. Toute contravention à cette loi relève du

crime contre la Sûreté de l'État (pris en tant que représentant de la Société) avec la circonstance aggravante d'être commis en bande organisée.

VII. LA RESSOURCE MONÉTAIRE

La ressource monétaire est un moyen politique permettant le développement individuel et collectif. Son institution vise à faciliter et normer les échanges économiques sur le territoire de la nation. La monnaie ne saurait en aucun cas être « rare » ou « accaparée » par des intérêts privés (comme c'est le cas aujourd'hui). En tant qu'étalon de la valeur socialisée des biens et services échangés sur le territoire national, **elle constitue par nature une ressource commune**, c'est-à-dire qu'elle est au service individuel et collectif de tous les membres du groupe (Nation française), sans distinction d'aucune sorte.

VIII. PRÉROGATIVES DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement gère, en exclusivité, cinq prérogatives régaliennes :

1. Dire le droit;
2. Faire le droit;
3. Émettre et gérer la monnaie;
4. Organiser et gérer les forces de l'ordre civiles et militaires.
5. Préserver la langue française

* * * * *

CHARTE
des **VALEURS INTANGIBLES**
de la **FRANCE**

NOTICE



Afin de permettre l'épanouissement individuel et collectif, L'ÉTAT A LA MISSION DE DÉFENDRE ET FAVORISER :

- Les plus faibles ; la faiblesse est humaine, nier cette réalité revient à nier l'existence humaine et la dignité de la personne humaine ;
- La liberté de conscience, d'expression et d'entreprise ;
- Le libre arbitre
- La liberté d'aller et venir sur le territoire national et à l'étranger, dans le respect des conditions d'accès imposées par chaque État concerné ;
- La vie de famille telle que déterminée et décrite ci-dessus ;
- La monogamie ;
- L'affirmation selon laquelle le vivant est hors du commerce et n'est, à ce titre, pas brevetable. ;
- Une conception holistique du vivant, y compris et surtout dans les enseignements médicaux... ;
- L'épanouissement culturel et spirituel des individus ;
- La protection des membres du groupe : la force publique et militaire, gérée par le gouvernement, est établie à des seules fins défensives ;
- La cohérence de la langue française, dans toutes les activités humaines. La langue française est la seule langue juridique et officielle de l'État et de tout acte public (à l'exclusion de toute autre langue).
- L'État doit garantir la collectivité nationale contre les tentatives de subversion ; sont particulièrement visés les domaines médiatiques, financier et religieux.

LE « GOUVERNEMENT », DOIT METTRE EN ŒUVRE ET FAIRE RESPECTER :

- L'organisation générale de l'État au sens politique du terme (voir schéma) ; toute activité doit être politiquement représentée ; aucune allégeance secrète ou occulte ne peut être tolérée sous peine de crime d'atteinte à la Sûreté de l'État (avec la circonstance aggravante d'être commis en bande organisée) ; le gouvernement est issu des trois grandes catégories de corps intermédiaires appelés groupements d'intérêts ;



MISE EN OEUVRE des GRANDS PRINCIPES FONDATEURS

- La langue française et les frontières ;
- La division administrative de l'État en communes et régions (le département n'a plus de raison d'être, car plus personne ne se déplace à cheval !), le tout chapeauté par l'État, conçu comme une Nation ;
- Le lien indéfectible entre pouvoir et responsabilité ;
- La disparition définitive et la criminalisation de tout anonymat, de façon à rétablir la responsabilité individuelle comme fondement de toute action individuelle et collective ;
- La répression de toute organisation visant à subvertir la communauté nationale, c'est-à-dire à s'arroger tout ou partie du pouvoir de façon illégitime et cachée ; sont particulièrement visés les domaines financier, médiatique (médias officiels et réseaux sociaux) et spirituel. Une telle subversion est qualifiée de crime contre la Sûreté de l'État avec la circonstance aggravante d'être commis en bande organisée ;
- Le lien indéfectible entre « pouvoir » (capacité d'action juridiquement validée) et « responsabilité » juridique ;
- La disparition de tous les droits d'exception (droit commercial, droit social, droit administratif...) ;
- La réhabilitation du droit commun qui, par nature, est le droit civil. Ce droit est fondé sur les notions de respect de la personne humaine (respect de soi et des autres), du libre arbitre, de la dignité humaine, de la recherche de vérité et de justice, de bonne foi et de responsabilité individuelle ;
- La distinction fondamentale entre droit réel (droit qu'une personne dispose sur un bien) et droit personnel (qui est le droit régissant les interactions entre sujets de droit) ;
- Le concept de régulation à tous les niveaux individuels et politiques ; par exemple, la liberté du commerce qui consiste en principe de prédation du plus fort sur le plus petit est banni de l'État de droit ; la loi de la jungle est radicalement contraire aux valeurs éternelles de la France ;
- La lutte implacable contre l'accaparement des biens et des droits ;
- La lutte implacable contre le piratage :
 - ✓ Du fonctionnement du vivant (qualifié de crime imprescriptible et inaliénable contre l'humanité) ;
 - ✓ Des biens ;
 - ✓ Des droits.
- La loi naturelle. Aucune norme de droit positif ne peut déroger aux principes issus de l'ordre naturel, formalisé sous le vocable de « droit naturel » ;
- La notion de personnalité professionnelle – en lieu et place de la « personnalité morale » – sur le modèle politique et économique de la « participation » (modèle juridique de la codécision). La « personnalité professionnelle » est juridiquement encadrée, soumise aux seules lois de la Nation ; sa taille et son objet sont limités.



CHARTE
des **VALEURS INTANGIBLES**
de la **FRANCE**

FAQ



Mise en Œuvre des grands principes fondateurs (1/3)

- **RAPPEL IMPORTANT :**

D'une façon générale, Révoludroit a pour objectif de lutter contre tous les excès que nous connaissons et de **revenir aux principes mêmes de la finalité du droit positif (réguler les comportements humains afin de permettre le développement du collectif), qui est de respecter les principes de droit naturel issus de la connaissance que nous avons de la Loi naturelle.**

- **PRINCIPE GENERAL :**

Un nombre important de problématiques existantes seront automatiquement résolues par la prépondérance du droit positif et naturel qui protège le vivant et donc l'existence d'un environnement de qualité assorti d'une responsabilité individuelle et collective totalement réhabilitées et sanctionnées par les différentes juridictions. Les relations humaines dans leur ensemble (commerciale, sociale, culturelle...) seront naturellement et positivement modifiées par ce mécanisme. Les exemples souvent portés à notre attention, comme l'obsolescence programmée, la pollution environnementale par un excès d'ondes électromagnétiques... sont directement concernées par cette profonde réforme du droit.

- **A propos de la peine de mort.**

La question de la détermination de la peine maximale, en cas de crime, se pose. Cette peine maximale pourrait être soit la peine de mort, soit la déportation dans un environnement hostile à l'homme assorti d'exercices physiques et intellectuels... ou tout autre peine à déterminer. Le choix définitif de la peine maximale sera déterminé par la population dûment informée des avantages et des inconvénients de chacune des solutions proposées. Le choix sera fait par référendum, à la majorité relative. En cas de scores trop proche entre deux solutions proposées, un second tour de référendum sera organisé entre les deux solutions litigieuses. L'issue de ce second référendum sera déterminé par la solution émanant de la majorité relative. Ces deux référendums ne pourront être validés par le Chef d'Etat que si un quota d'un tiers de la population en âge de voter s'est effectivement prononcée, les votes blancs étant comptabilisés comme des votes effectifs.

- **A propos de l'avortement.**

La question de l'avortement est délicate, il s'agit, dans Révoludroit de protéger d'une part la pérennité de l'espèce humaine (aujourd'hui fortement menacée par tous les excès réglementaires de la décrépitude civilisationnelle), d'autre part de protéger la dignité de la maman et de l'enfant à naître.

Pour résumer, il s'agit d'interdire par principe l'avortement de confort.

L'organisation sociale renouvelée sous Révoludroit permettra une aide aux parents



PRECISIONS ET RÉPONSES AUX QUESTIONS LES PLUS FRÉQUENTES (2/3)

en difficulté financière ou psychologique afin d'accueillir l'enfant à naître dans les meilleurs conditions. Il faut absolument éviter que la pression sociale et économique soit une incitation à l'avortement en mettant les parents dans des situations socio-économiques indignes et impossibles. Les GI devront, dans le cadre de leur fonction de prise en charge des événements de la vie de leurs membres (assurances et protection sociale) prévoir d'aider les parents en difficulté sociale et financière.

En revanche, il me semble essentiel de permettre à une femme violée, par exemple, de ne pas passer toute sa vie avec un bébé conçu dans des conditions aussi horribles, qui ne respectent pas la dignité humaine (ni celle de la maman, ni celle de l'enfant à naître qui ne sera pas "aimé" et qui en aura un destin à jamais stigmatisé).

Concernant la question de l'enfant à naître présumé handicapé : après avoir vérifié la certitude du diagnostic, la "Société" devrait laisser aux parents et à la maman le libre choix de conserver ou non l'enfant à naître : le droit n'a rien à voir là-dedans et ne devrait pas légiférer sur ces sujets qui relèvent de la stricte vie privée et des choix privés faits en par les personnes concernées par ce problème.

Il restera à déterminer une date limite pour l'avortement (le plus proche possible de la conception).

- **A propos de la famille et de l'homosexualité :**

L'homosexualité existe et continuera d'exister certes. Le sujet du droit de la famille est de permettre justement la Famille, ce que les homosexuels ne peuvent pas puisqu'ils ne procréent pas ; tous les efforts artificiels dans ce sens sont directement contraires à la nature humaine et ne peuvent donc pas être juridiquement actés comme un fait juridique.

La loi concernant la famille ne saurait en aucun cas inclure le cas des homosexuels car Révoludroit est fondé – je le rappelle – sur le droit naturel.

Pour résumer : le droit de la famille exclut, par principe, le fait homosexuel, qui reste du fait (et donc pas du droit) ; l'homosexualité n'ayant pas à être pénalisée par ailleurs.

- **A propos de la famille et de la pédocriminalité :**

La pédocriminalité sera très fortement réprimée, pénalisée et sanctionnée sous l'égide de Révoludroit.

Il faut aussi rappeler (ces faits sont aujourd'hui largement et correctement documentés pour qui veut bien se donner la peine de se renseigner) qu'il y eut des liens historiques et idéologiques très étroits qu'il nous faut rompre et défaire sans généralisation abusive et avec discernement, entre la promotion de l'homosexualité et la banalisation de la pédocriminalité.



PRECISIONS ET RÉPONSES AUX QUESTIONS LES PLUS FRÉQUENTES (3/3)

- **A propos de la monnaie :**

La monnaie circulera partiellement sous forme matérielle (pièces et billets) et partiellement sous forme dématérialisée, comme c'est le cas aujourd'hui.

- La monnaie est le Franc mais il est composé de 4 sous-catégories monétaires, autonomes les unes des autres (GOUV, COM, CIVIC et SPI) ; chaque sous-catégorie étant une partie du Franc, elle a une traduction en Franc en appliquant un quotient fondé sur la proportion de chacune des sous-catégorie dans le tout formé par le Franc.

* * * * *





ÉTAT POLITIQUE

MÉRITOCRATIE ÉLECTIVE



**LE
CHEF D'ÉTAT**
ARBITRE

GESTION DES PERSONNELS DÉTACHÉS - GESTION IMMOBILIÈRE
GESTION DES INVESTISSEMENTS LOURDS (ÉNERGIE, TRANSPORT...) - RECOURS EN ÉQUITÉ

LE GOUVERNEMENT
5 MISSIONS RÉGALIENNES 1 MINISTRE PAR MISSION



FAIRE LE DROIT



DIRE LE DROIT



GÉRER LA MONNAIE



FORCE DE L'ORDRE



LANGUE FRANÇAISE

GGI

COMMERCIAL

GGI

NON
COMMERCIAL

GGI

MORAL
SPIRITUEL

SENS DE LECTURE : DE BAS EN HAUT

GROUPEMENTS D'INTÉRÊT ET COLLECTIFS CITOYEN



PEUPLE



PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE